



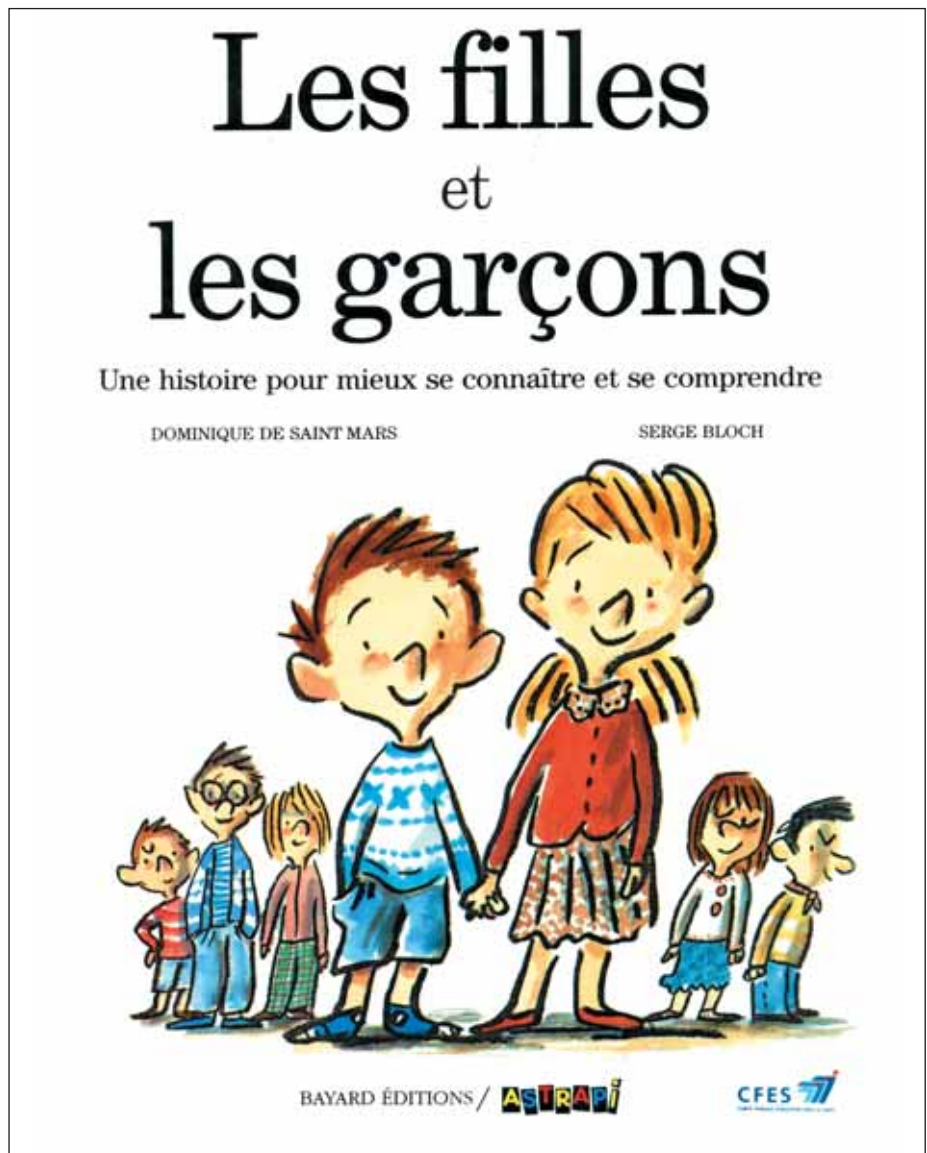
ÉDUCATION SEXUELLE ET PRÉVENTION EN MILIEU SCOLAIRE

COMMENT CONSTRUIRE UN PROJET ?

La Fédération laïque de centres de planning familial (FLCPF) propose depuis bientôt dix ans un accompagnement à qui souhaite mener un projet global d'éducation sexuelle et de prévention à l'école. Pour que cette prévention soit cohérente, il importe qu'un partenariat s'établisse entre les différents acteurs concernés : direction, enseignants, agents PSE et/ou PMS et travailleurs de planning familial. Chacun peut ainsi agir de sa place et en cohérence avec son rôle professionnel et institutionnel. Pour y arriver, l'idée-clé est de monter une « cellule vie affective et sexuelle » au niveau de l'école, un projet qui s'étale sur 3 ans. Cette idée est née de manière un peu informelle : quelques formateurs-animateurs issus du planning familial étaient passés à l'accompagnement de projet lorsque le contexte institutionnel de telle ou telle école y était favorable.

« Une quinzaine de cellules sont ainsi nées depuis 1998, indique Catherine Vanesse, chargée des formations à la FLCPF, et la Communauté française a reconnu la validité de cette approche. Le fait que la Ministre Catherine Fonck en ait parlé à plusieurs reprises lui confère une crédibilité accrue. Ce qui a changé depuis peu, c'est que l'initiative s'est systématisée et muée en programme quinquennal 2006-2011, toujours avec le soutien de la Communauté française. Une autre nouveauté est que ce programme comprend maintenant une formation de base de deux journées à l'intention des agents PSE-PMS qui voudraient se lancer dans la création d'une cellule. Le film Il m'arrive quelque chose et le guide qui l'accompagne sont d'ailleurs là pour fournir un cadre au projet. »

Et que deviennent ces cellules ? « Leur travail se poursuit souvent au-delà des trois premières années : le programme est inscrit dans le projet d'établissement, ou bien il est évoqué par le directeur ou le préfet dans son discours en début d'année, ou encore une certaine vigilance s'installe dans l'école par



rapport aux questions de sexualité... Plus concrètement, cela peut se traduire par une formalisation des activités d'animation – du fait que les différents partenaires ont pris l'habitude de travailler ensemble – ou par une inscription dans le temps : par exemple, la Saint-Valentin et la journée du 1er décembre sont consacrées chaque année à la prévention en matière de vie affective et sexuelle. Il s'est

produit aussi, dans quelques cas, un effet boule-de-neige d'une école à une autre ou d'une ville à une autre, du fait que les partenaires pouvaient intervenir dans les deux. »

Mais le tableau n'est pas tout rose : « Le montage d'une cellule implique dix réunions par an, et il n'est pas facile de maintenir tous les partenaires ensemble, pendant trois ans, sur

un même projet. Tout le monde n'est pas prêt à un pareil investissement (les enseignants, en particulier, doivent puiser dans leur temps libre), certaines personnes se découragent au fil du temps, d'autres sont mutées : le turnover peut être tel que l'équipe de projet se trouve renouvelée à 80% la deuxième année! Il faut alors tout remettre à plat... »

Comme dans toute pratique « transversale » ou « intersectorielle » (on pense aux réseaux), il faut d'abord se construire une culture commune. Cela commence par une sorte d'état des lieux : qu'est-ce qui se fait dans l'école en matière d'éducation sexuelle et affective, et comment cela est-il fait ? Qu'est-ce qui n'a jamais été fait ?... Ensuite il faut situer les missions de chacun et repérer où elles se croisent. Chacun doit aussi s'informer pour s'appropriier les savoirs en jeu, qu'ils soient d'ordre biologique, médical, psychologique, socio-culturel, juridique. Enfin, on peut passer à la phase de préparation : définir un cadre au futur projet d'action et réfléchir à la manière de le construire avec ceux qui ne sont pas membres de la cellule.

Pour arriver à cela, plusieurs conditions sont nécessaires, poursuit Catherine Vanesse : « Il faut beaucoup de communication, surtout au cours de la première année! Il faut parfois cal-

Il m'arrive quelque chose...

FLCPCF / VIDEP / Groupe Santé Josaphat, 2007
Guide pédagogique (140 pages) + DVD (30')
15 €, diffusion CEDIF, 02/502.68.00,
cedif@planningfamilial.net

Cette production s'adresse aux adultes qui souhaitent monter un projet global de prévention et d'éducation sexuelle en milieu scolaire en réunissant autour de la table tous les acteurs concernés. Le film comme le guide sont centrés sur une expérience particulière, mais le second tente de systématiser la démarche : à partir de cette expérience, comment pourrait-on monter un projet du même type dans un autre contexte ?

Précision : contrairement à ce qui se fait habituellement, ce n'est pas le DVD qui « accompagne » le livre, c'est plutôt le guide qui vient en appui du film. Il vaut donc mieux regarder d'abord le DVD et puis piocher dans le bouquin. Dont le deuxième volet porte sur la prévention en milieu scolaire avec des jeunes filles issues de l'immigration.

Un souhait : que l'on pense un jour à une démarche du même type avec des garçons. Quand on n'entend parler d'eux qu'à travers les reproches des filles, ils apparaissent toujours un peu comme des repoussoirs...

mer le jeu, apaiser les craintes : ne nions pas les tensions parfois vives entre les différents groupes d'acteurs... Comme la direction doit absolument être impliquée dans le projet, il est parfois nécessaire de jouer les médiateurs avec elle. Et d'expliquer qu'il ne s'agit pas d'une cellule de crise mais d'une cellule de prévention. Ce qui n'est pas simple quand des enseignants vivent des situations très violentes... La fonction d'accompagnement de projet demande beaucoup de doigté : elle implique à la fois de structurer la démarche et de laisser la dynamique du groupe se construire en se mettant en retrait à certains moments. »

Pour terminer, un signe que quelque chose est peut-être en train de bouger : trois journées de formation « animation à la vie affective et sexuelle » viennent d'être inscrites au programme de niveau Réseau pour les agents des CPMS de la Communauté française (Formation en cours de carrière 2007-2008)...

Renseignements et programme :
02/502.82.03
Françoise Brouhon
(fbrouhon@planningfamilial.net)
Catherine Vanesse
(cvanessa@planningfamilial.net)

QUI VEUT DES OUTILS ?

Les centres de documentation ne sont pas de simples bibliothèques : on y trouve matériel didactique, outils pédagogiques et supports d'information en tous genres. Les Centres locaux de promotion de la santé proposent tous un service documentaire. À Bruxelles et à Liège, les centres de documentation santé se sont mis en réseau : un seul point de chute pour avoir accès aux ressources documentaires, tous thèmes de santé confondus (voir respectivement www.rbdssante.be et www.santedoc.be). L'accès, bon, mais qu'en est-il de l'accessibilité ? Tout le monde n'est pas basé sur une de ces grandes villes... Eh bien, ils y ont pensé! Exemple avec le CEDIF, spécialisé en matière d'éducation sexuelle et de planning familial.

« Les livres, les jeux et les supports audiovisuels peuvent être empruntés, nous explique Claudine Cueppens, responsable du centre de documentation. Par contre, les revues et les autres documents doivent être consultés sur place. Nous diffusons par ailleurs toute une série de dépliants et de brochures d'information dont beaucoup sont gratuits ou à prix

modique. Nous pouvons faire parvenir, par la poste ou par Internet, une liste de diffusion assortie d'un bon de commande qui se trouve aussi sur notre site¹. Si on ne peut pas passer prendre les documents commandés (ou s'arranger pour que quelqu'un, de passage à Bruxelles, vienne les chercher), il faut compter des frais de port. » Parmi les brochures diffusées, on trouve bien entendu les réalisations maison², centrées sur la planification familiale mais aussi sur la puberté, la question du « genre », la parentalité ou les violences faites aux femmes. Des publications éditées par d'autres associations figurent également sur la liste ; on y retrouve la grossesse, la contraception, l'IVG et la parentalité, mais aussi l'homosexualité, le mariage, l'éducation des enfants et la prévention du sida.

Quant aux périodiques, une vingtaine de revues spécialisées sont dépouillées ; sans se dépla-

cer, on peut demander, par téléphone, fax ou courriel, une recherche bibliographique thématique et obtenir par voie postale une photocopie des articles sélectionnés (0,15 €/pièce). Parmi les livres (plus de 600 titres en bibliothèque), que choisir si on a envie de se lancer dans un projet d'éducation sexuelle et affective avec des adolescents – mais que l'on voudrait d'abord se documenter un peu ? On peut citer le récent ouvrage de Nicole Athéa, *Parler de sexualité aux ados* (éd. Eyrolles, 2006), ainsi que le premier tome du *Guide d'éducation sexuelle à l'usage des professionnels*, ouvrage collectif publié sous la direction de Réjean Tremblay, chez Érès (1998). Une question plus particulière est celle que pose aux éducateurs, et de façon assez angoissante, l'accès aux images pornographiques sur Internet : la fréquentation de ces sites ne déforme-t-elle pas le regard que portent les jeunes ados sur la sexualité ? Et que faire pour rectifier le tir ? Pour se construire une réponse, Claudine Cueppens propose notamment *Défi à la pudeur. Quand la pornographie devient l'initiation sexuelle des jeunes*, de Gérard Bonnet (Albin Michel, 2003).

¹ www.planningfamilial.net/cedif/commandebrochures.html

² Également téléchargeables sur www.planningfamilial.net/cedif/publications.html



lette pédagogique, photolangage...) et bien sûr des films vidéo, sur cassette ou DVD. « Dans ce domaine aussi nous pouvons fournir une liste des outils disponibles. Cela peut paraître paradoxal, mais ce qui est toujours le plus demandé date des années 80. Il faut croire qu'on n'a pas fait mieux depuis ! Ce sont deux films tirés des petits livres de Peter Mayle, illustrés par Arthur Robins : Qu'est-ce qui m'arrive ? (sur la puberté, à nouveau) et, pour les plus jeunes, Et moi d'où je viens ?... Ce dernier est tellement populaire qu'on nous l'a subtilisé ! »

Sans aller jusqu'à cette extrémité, n'hésitez pas à contacter Claudine Cueppens ou Pierre Honnay au CEDIF ! Le centre de documentation se trouve à Ixelles, 34 rue de la Tulipe. Il est ouvert au public de 9h00 à 12h00 du lundi au vendredi, ainsi que le mercredi après-midi (14h00-17h00).

Téléphone : 02/502.68.00
 Fax : 02/503.30.93
 Courriel : cedif@planningfamilial.net

« Mais les livres ne sont pas destinés qu'aux adultes, poursuit-elle, on en trouve aussi d'excellents qui s'adressent aux enfants et aux adolescents. À l'intention de ces derniers, les Editions de la Martinière Jeunesse, par exemple, publient de nombreux petits bouquins illustrés répartis en deux collections : Oxygène, à partir de 10-11 ans, et Hydrogène, pour les 14-15 ans et plus. On les trouve en librairie pour une dizaine d'euros – mais il ne faut pas oublier les bibliothèques publiques ! Pour les enfants, on trouve encore davantage de choses. J'ai un faible pour la série "Ainsi va la vie", avec les personnages de Max et Lili, qui s'adresse aux 9-10 ans : elle compte plus de 30 titres écrits par Dominique de Saint Mars (qui collabore à la revue Astrapi) avec des dessins de Serge Bloch. J'aime aussi beaucoup Le Parcours de Paulo. La grande histoire d'un petit spermatozoïde, de Nicholas Allan, chez Kaléidoscope (vers 6 ans). Et, vers 10 ans, à propos de la puberté, Poils partout, de Babette Cole, au Seuil Jeunesse. »

Mais les livres, sauf à disposer d'une bibliothèque scolaire bien fournie et à pouvoir travailler en groupes de taille réduite, c'est plutôt en individuel ou en famille qu'ils sont utilisables. Pour travailler avec un groupe-classe, il existe des jeux et autres outils interactifs (mal-



UNE BOÎTE À OUTILS DE PROMOTION DE LA SANTÉ AUTOUR DE LA VISITE MÉDICALE ?

Le projet : mettre à la disposition des équipes PSE une valisette pédagogique pour préparer les enfants à la visite médicale et/ou pour aborder d'autres questions de santé lors de cette visite.

Pour les plus petits, le moment de la visite médicale est souvent plein d'appréhension. C'est l'inconnu. Tout est nouveau : le lieu, le médecin, les examens... Pour les grands, la visite médicale peut être une occasion d'aborder des sujets spécifiques en fonction de l'âge et du développement des enfants (la puberté p. ex.).

Avec les moyens du bord, plusieurs Services PSE ont réalisé des supports pédagogiques pour apprivoiser la visite médicale ou aborder d'autres thèmes avec les enfants. Par

ailleurs, des Services expriment leur besoin d'outils, soit pour l'infirmière scolaire, soit pour l'enseignant avant la visite médicale.

L'ASBL Question Santé, dans le cadre de ses missions en tant que Service communautaire de promotion de la santé, se propose de réunir un groupe de travail pour mener à bien ce projet. L'enjeu est de valoriser les initiatives déjà menées, de rassembler quelques outils pertinents et de mettre cette boîte à outils à la disposition de l'ensemble des Services.

Une rencontre de concertation aura lieu fin janvier. Nous invitons les personnes intéressées à prendre contact avec Christophe Ruaux (tél. 02/512.41.74 ou info@question-sante.org).

VERS UNE POLITIQUE D'ÉDUCATION SEXUELLE ET AFFECTIVE EN MILIEU SCOLAIRE ?

En septembre 2005, l'Unité de Promotion Education Santé de l'ULB et le Département de Psychologie des FUNDP remettaient conjointement un gros document intitulé « Evaluation du projet pilote d'im-

plantation structurelle d'animations à la vie affective et sexuelle à l'école en Communauté française de Belgique ». Sur base d'une double enquête – quantitative et qualitative – les chercheurs avaient pour mission d'évaluer :

- le processus d'implantation des animations réalisées par 40 équipes dans de nouvelles écoles et de nouveaux niveaux scolaires ;
- la faisabilité du programme Vie Affective et Sexuelle recommandé par la Communauté

Au fil du temps, plusieurs événements marquants sont venus rappeler l'enjeu que constitue une politique organisée d'éducation sexuelle en milieu scolaire.

Dans les années 1970, la dépénalisation de l'information sur la contraception joue le rôle de déclencheur : une commission est créée au niveau de l'Enseignement pour recenser et évaluer les moyens pédagogiques en éducation sexuelle et affective ; les animations en milieu scolaire, principalement menées par des travailleurs de planning familial, se développent tant bien que mal – s'appuyant déjà sur l'argument de la prévention, même si les arguments plus idéologiques (« mon corps c'est mon corps », « un enfant si je veux, quand je veux »...) sont tout aussi présents. Dans les années 1980, l'irruption du sida

constitue un vrai détonateur : au début c'est la panique ! La prévention tient le haut du pavé tandis que les arguments idéologiques sont refusés : il faut dire qu'ils sont cette fois avancés par des milieux ultra-conservateurs ou d'extrême droite qui accusent les homosexuels, les toxicomanes et les Africains de répandre le virus dans la population « saine »... Des moyens importants sont débloqués, avec notamment la création de l'Agence de Prévention du Sida, mais l'éducation sexuelle en milieu scolaire reste à l'arrière-plan.

Dans les années 1990, la question des violences, notamment sexuelles, faites aux enfants, connaît son point culminant avec les affaires que l'on sait. Nouvel électrochoc, mais plus dévastateur : l'adulte, qui devrait aider l'enfant et l'adolescent à construire son

identité sexuée, apparaît comme un prédateur. Un climat de méfiance circule dans beaucoup de lieux accueillant des jeunes – pas seulement en milieu scolaire –, certains voient des « abuseurs » partout, y compris chez un gamin qui joue au docteur avec une gamine !

Et dans les années 2000 ? La grande question est peut-être l'accès immédiat, via Internet, aux images pornographiques. Et à travers elle, de manière plus générale, la violence sexuelle : non seulement les atteintes à l'intégrité physique (attouchements, viol, exploitation sexuelle) mais la violence dans les rapports de « genres » : verbale, relationnelle, culturelle, économique...

française ainsi que sa pertinence vue par les élèves, le personnel éducatif et les « relais » ;
■ la diffusion et l'institutionnalisation de ce projet.

Allait-on sortir du flou très peu artistique qui prévaut dans ce domaine depuis les années 68 ? Car, jusqu'ici, chaque fois que l'opinion a été secouée par une question sociale en lien avec la sexualité (voir encadré), certains moyens ont été débloqués pour soutenir des actions de prévention. Mais cela n'a jamais débouché sur une politique systématique d'éducation affective et sexuelle en milieu scolaire. Le budget limité de la Communauté française en matière de santé n'est pas seul en cause, des facteurs institutionnels et idéologiques jouent aussi. Et, dans les milieux éducatifs, certains pédagogues soulignent les risques de persuasion voire de manipulation inconsciente des enfants dans le sens de telle ou telle manière de percevoir la vie sexuelle. Dans le monde de la santé, il existe un courant combattant la médicalisation de la sexualité qu'il voit à l'œuvre dans certaines pratiques d'éducation sexuelle. Bref, le sujet reste controversé.

Le rapport d'évaluation conclut à la pertinence de l'implantation structurelle d'animations en milieu scolaire. Mais il souligne plusieurs conditions pour que ce projet soit valide. Il faut d'abord réaliser trois préalables : mettre sur pied des partenariats entre acteurs de terrain, définir ce que serait une animation en milieu scolaire et construire une formation de base à l'éducation affective et sexuelle à l'intention des candidats animateurs. En outre, si une législation entrait en vigueur, il faudrait prévoir une période de transition permettant de développer des partenariats, former les animateurs, établir des coordinations au niveau local, étu-



dier comment couvrir les besoins au niveau de la Communauté française et, enfin, attribuer les budgets et les subventions nécessaires. Il y a du pain sur la planche !

Le premier problème est budgétaire. Pour organiser à quatre reprises 4 heures d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (en 4^e et 6^e années primaires et en 2^e et 4^e années secondaires), on cite un chiffre aux environs de 1.500.000 €. Il existe une deuxième question : faut-il imposer ces mesures ? Serait-ce adroit et efficace ? Tous les réseaux, toutes les directions ne sont pas enthousiastes à l'idée d'une éducation sexuelle et affective en milieu scolaire, certains la refusent, d'autres préfèrent l'organiser à leur guise... Une troisième difficulté réside dans les acteurs mobilisables : le planning familial est demandeur mais ne peut suffire à la tâche si l'on songe à l'ensemble de la Communauté française ; même à penser en termes de partenariats, toutes les équipes PSE/PMS-CF ne sont pas en mesure de participer de façon significative à un programme de ce type, faute de moyens ; et les autres partenaires potentiels dans le milieu associatif ne sont pas légion.

Au niveau communautaire, l'Enseignement et la Santé sont des partenaires obligés, chacun ayant ses contraintes et ses limites. En 2006,

la Ministre de la Santé a soutenu le programme de la FLCPF (voir par ailleurs « Comment construire un projet ? ») et la création du site www.loveattitude.be. Diverses autres pistes sont envisagées pour la suite, que ce soit avec l'Enseignement de la Communauté française ou avec les Régions. À plusieurs reprises, des représentants des instances concernées – quatre Cabinets (Enseignement et Santé à la Communauté française, Région wallonne et Région de Bruxelles Capitale) et quatre fédérations de centres de planning familial (chrétienne, laïque, pluraliste et socialiste) – se sont rencontrés, la dernière réunion ayant eu lieu en juillet dernier. Mais rien n'est encore formalisé. C'est donc « à suivre » qu'il faut écrire à la fin de cet article...

« Promouvoir la santé à l'école » est réalisé

par le Service communautaire de promotion de la santé / Question Santé asbl, 72 rue du Viaduc, 1050 Bruxelles.

Tél.: 02 512 41 74 – Fax : 02 512 54 36

Courriel : question.sante@skynet.be

Site : www.questionsante.org

Secrétaire de rédaction : A. Cherbonnier

Conseil de rédaction : D^r Ph. Demoulin, D^r F. Henry, D^r N. Lambion, M. M. Lejeune, D^r R. Lonfils, D^r R. Moriaux, D^r P. Trefois

Maquette : Muriel Logist

Les articles non signés sont de la rédaction.

Les articles signés n'engagent que leur auteur.

Editeur responsable :

D^r Ph. Demoulin,
44 boulevard Léopold II,
1080 Bruxelles.

